

Parce que l'écologie nous concerne toutes et tous !

■ Parce que le **réchauffement climatique** est sans équivoque : *réchauffement de l'atmosphère et des océans, diminution de la couverture de neige et de glace, élévation du niveau des mers, et enfin, augmentation des gaz à effet de serre (GES),*

■ parce que **les matières premières sont épuisables** (*combustibles fossiles, pétrole, uranium, terres rares comme le tantale, indium, gallium etc.*),

■ parce que l'influence de **l'activité humaine** sur le système climatique est clairement établie,

nous devons nous approprier, tous ensemble, les problèmes environnementaux.

Nos modèles de vie actuels menacent notre écosystème et plus particulièrement ceux et celles qui habitent des zones polluées, inondables ou arides. Nous ne sommes pas tous égaux face à la crise climatique.

Sud est un syndicat de lutte et de transformation sociale. Pour nous, **un autre modèle de développement devient urgent.**

Il faut se faire entendre !

Du 30 novembre au 11 décembre va se tenir la 21^{ème} conférence des parties de la Convention cadre des Nations Unies (COP21). Elle revêt un caractère particulier car le protocole de Kyoto (non signé par les Etats Unis dont le président Bush déclarait «le modèle de vie américain n'est pas négociable»), a pris fin en 2015. L'objectif théorique de la COP21 est la ratification d'un nouveau protocole de réduction de GES par une majorité de nations.

Dans les faits, tous les sommets «climat» ont été des échecs. La majorité des Etats refuse les politiques climatiques qui remettraient en cause la croissance et les intérêts des multinationales et de la finance. Car aujourd'hui, encore plus qu'hier, le capitalisme considère la nature comme une ressource. Il ne songe même pas à remettre en cause une croissance infinie !

De même, pour se donner une image responsable, les entreprises jouent la même partie et verdissent leur image à coup de com sur des démarches «écoresponsables» et leur RSE*. Certaines financent même la COP21.

L'hypocrisie n'a pas de limites !

Ensemble, nous devons définir nos besoins fondamentaux pour une société sobre en énergie et pour un cadre de vie collective juste socialement et écologiquement

*RSE : Responsabilité Sociale d'Entreprise

Vert devant, marron derrière...

Si les problèmes environnementaux sont réellement pris au sérieux, les prises de conscience sont différenciées selon le côté où on se trouve. Pour certain-es, c'est le constat d'une diminution de la qualité de l'alimentation, d'une augmentation des pollutions et des risques sanitaires et de l'apparition de nouvelles maladies. Mais c'est surtout le renforcement des inégalités. Pour d'autres, fervents adeptes du capitalisme, c'est le risque de voir rogner leurs profits et/ou de ternir leurs images. De nombreuses entreprises considèrent désormais la nature comme une marchandise et en font un outil de profits et de marketing.

Orange ne déroge pas à la règle...

Dur dur pour l'entreprise de tirer des milliards d'€ de bénéfices chaque année des TIC**, surtout avec le téléphone portable (80 millions de cartes SIM recensés fin 2014 en France), et de se questionner sur les répercussions tant sociales qu'environnementales au niveau monde. Mais rien n'est un obstacle avec la démarche RSE. Dans son dernier rapport, l'entreprise se dit «engagée» et prétend qu'elle doit «résoudre la quadruple équation sociale, industrielle, économique et environnementale» en «consommant moins d'énergie et en émettant moins de CO2» et en «organisant la difficile collecte des équipements en fin de vie»...

Pour l'instant, Orange n'en est qu'au stade de la com, en dernière position, par ailleurs, dans la RSE.

A quand dans la vraie vie ! Car pourtant :

■ L'extraction des minéraux dont les terres rares de nos smartphones (gallium, tantale...) utilisés pour fabriquer la majorité des appareils électriques, nécessite désormais 10% de l'énergie primaire mondiale soit 3 fois la production nucléaire mondiale. Leur épuisement affecterait l'économie dans les 10 ans à venir. Ces matières premières coûtent donc de plus en plus cher et sont souvent issues de trafics illégaux entraînant guerre et exploitation des travailleur-euses y compris les enfants.

■ L'influence des ondes électromagnétiques sur la santé n'est pas niée mais est limitée aux seules analyses que l'entreprise veut bien reconnaître. L'entreprise ne parle que de «principe d'attention» alors que la loi retient au moins le «principe de sobriété».

■ Les centres de stockage des données (data-centers) se multiplient avec au moins deux conséquences : énergivores en électricité et dangereux par le stockage de fuel pour les groupes électrogènes.

La conférence des Nations Unies pour le climat va se tenir à Paris en fin d'année. L'Etat ferait bien de se réveiller et de mettre au diapason de la planète les grandes entreprises dans lesquelles il a le contrôle ou des participations.

...et La Poste ne fait pas mieux !

Après une décennie de pipeau sur le «développement responsable», le groupe La Poste, contrôlé majoritairement par l'Etat, présente un bien triste tableau :

■ La fermeture des 2/3 des infrastructures de tri du courrier a fait grimper l'empreinte carbone de plus de 300% sur la période au gré des trajets aberrants qu'emprunte le courrier. Une lettre envoyée d'Angoulême à Angoulême passera ainsi par Bordeaux. On économise un emploi local et on met des camions sur la route.

■ Autre scandale, pour que le J+1 soit respecté pour le courrier et les envois express, La Poste utilise quotidiennement la flotte de 15 avions de la compagnie Europ Airpost. En 2007, cette compagnie bénéficiaire a été vendue par les patrons du groupe, avec la bénédiction de l'Etat, pour une cinquantaine de millions d'€, avec pour prétexte : «Le groupe souhaite privilégier le transport par voies ferrées, une volonté récemment confirmée par la création d'une filiale commune entre La Poste et la SNCF. Le volume transporté par voies ferrées pourrait tripler dans les prochaines années». Résultat des courses, les 15 avions volent toujours en 2015. La Poste débourse plus 100 millions par an pour le transport des envois et le patron de La Poste, Philippe Wahl, se réjouit de l'arrêt de la circulation du dernier TGV Postal.

■ A côté de cela, on découvre des opérations «vertueuses» comme la participation régulière d'une dizaine de voitures postales au «rallye des Gazelles».

Un «rallye écologique» avec 1500 km de hors piste dans le Sahara à l'issue duquel le PDG de La Poste remettra quelques centaines d'euros pour la compensation carbone...

Ensemble changeons le système, pas le climat !